

nos alliés et de nos ennemis. Des milliers, en outre, de nos soldats sont mutilés et invalidés, ce qui augmente encore considérablement ce que coûte au Canada cette guerre de quatre ans. Mais dans la guerre les pertes de vies et les invalidations sont inévitables.

Notre dette publique qui était avant la guerre d'un tiers de milliard de piastres, atteint probablement, aujourd'hui, par suite de la guerre, deux milliards de piastres. Il faudra pendant toute une génération, pourvoir aux pensions qui coûteront au pays annuellement une trentaine de millions de piastres. L'intérêt sur notre dette et les pensions absorberont approximativement le montant total de notre revenu avant la guerre. Ceci signifie le recours à la taxation à une augmentation des charges que le peuple devra supporter. La guerre a désorganisé le commerce. Depuis l'établissement de la Confédération le Canada a procédé au développement de ses industries et de son commerce conformément aux facilités que procure la paix. Jusqu'à la déclaration de guerre le Canada n'avait été atteint par aucune grande guerre dont les effets purent causer, dans nos relations commerciales, une perturbation préjudiciable aux conditions normales de notre commerce, ou de nos industries en temps de paix. Mais au mois d'août 1914, le conflit universel qui éclata, atteignit le Canada tout autant que les autres pays. Il nous a fallu passer des conditions normales de la paix à celles de la guerre, et celles-ci ont accaparé tous les efforts qu'il nous a été possible de faire. Etant donné le fait qu'un demi-million de nos hommes—la fine fleur de notre population—a été expédié en Europe pour prendre part aux grandes batailles qui ont été livrées depuis; étant donné cet autre fait que le reste de notre population s'est trouvé depuis dans une situation tout à fait anormale, il n'est pas étonnant que des problèmes les plus complexes et les plus difficiles à résoudre se présentent à nous maintenant. Il faut rajuster et reconstruire ce qui a été disloqué ou détruit. Mais, messieurs les sénateurs, ne pouvons-nous pas dire, en faisant cette revue de ce qui s'est passé depuis quatre ans, que le résultat obtenu vaut bien ce qu'il a coûté. Le résultat c'est que l'autocratie, le militarisme et le régime politique suivi par l'Allemagne depuis plus de 40 ans, ont été écrasés et réduits en poussière; le résultat c'est que le régime de la liberté et de la démocratie a été placé sur une fondation beaucoup plus solide que celle qu'il eut dans le passé. Nous ne sommes pas les seuls qui

soient en présence de problèmes de reconstruction et de rajustement. Ces problèmes sont les mêmes pour toutes les nations qui ont été directement ou indirectement atteintes par la guerre—et je ne connais aucune nation qui ne l'ait été.

La première difficulté qui se présente à nous est de résoudre le problème complexe de satisfaire nos hommes revenus du front, après avoir été démobilisés. Les cinq cent mille hommes que nous avons mobilisés pour la guerre constituent une armée très grande pour un pays faiblement peuplé comme l'est le Canada. Ces cinq cent mille hommes ont été engagés dans un conflit sans égal dans l'histoire; ils ont eu à subir toutes les horreurs de la guerre; ils ont pris part aux plus sanglants carnages et furent les témoins des plus terribles dévastations.

Le Canada qui a pris part à cette guerre, doit maintenant résoudre les questions embarrassantes soulevées par cette participation, et les autres pays qui ont également été engagés dans la même guerre éprouvent les mêmes embarras que nous. Ces embarras se feront sentir pendant plusieurs années. La situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, est aggravée par une révolution qui bouleverse tout le centre de l'Europe. Aujourd'hui, dans le centre de l'Europe et en Russie, les frontières de nationalité sont disparues. Les grands murs qui séparaient les nationalités ont été rasés; les dynasties et les trônes qui exerçaient depuis des siècles leur empire ou leur influence sur tous les événements de première importance, sont tombés et réduits en poussière, et la révolution continue de sévir en Europe. Il n'est donc pas surprenant que cet état de choses se fasse sentir dans une certaine mesure jusqu'aux bords de l'Amérique. D'ici à quelques années, nous serons probablement, sur ce continent-ci, témoins de troubles plus ou moins grands. La société et les institutions seront plus ou moins affectées; mais, bien que ce ne soit pas au gouvernement qu'il appartient de résoudre les questions et problèmes d'ordre purement moral, il y a une chose que nous pouvons faire, et que le gouvernement est bien déterminé à faire. C'est de protéger avec un bras de fer les institutions; c'est de faire respecter les lois; de maintenir l'ordre et administrer sagement les affaires publiques, quels que soient les éléments opposés, ou à combattre.

Nous pouvons, messieurs les sénateurs, aborder avec confiance la question du rajustement de nos conditions d'existence.